

Trouver des solutions aux problèmes du Nord/Sud et de la globalisation

**Conférence de Presse
22 avril 2010**

développeur d'avenirs durables



2009 : l'AFD, développeur de solutions face aux crises de la mondialisation

Crise économique,
énergétique,
alimentaire

Crise climatique

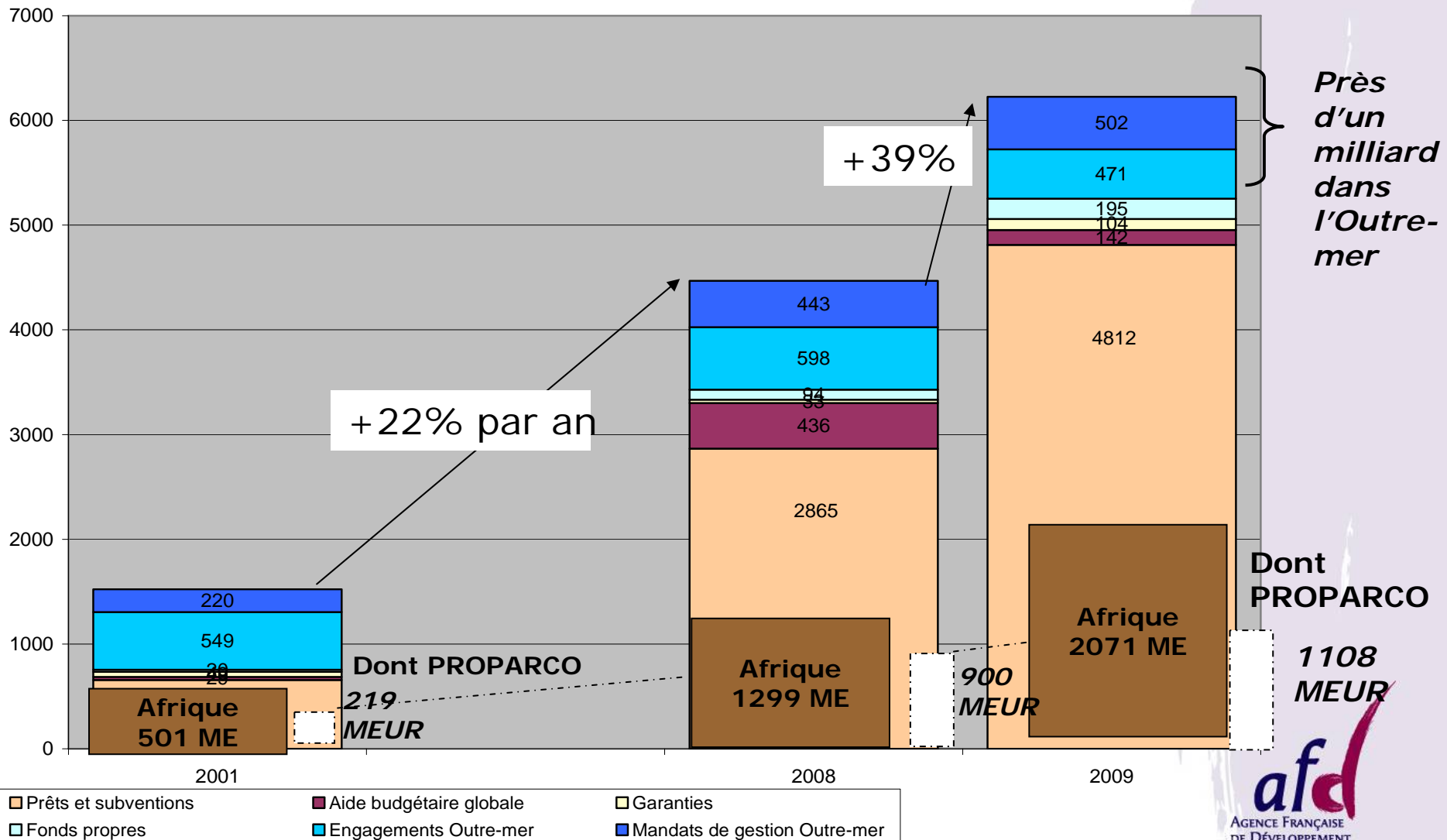
NECESSITE D'UNE RELANCE VERTE ET SOLIDAIRE

Crise sécuritaire

Crise sociale

Offrir liquidités, maturités, taux et partage de risques
Privilégier les investissements verts et sociaux

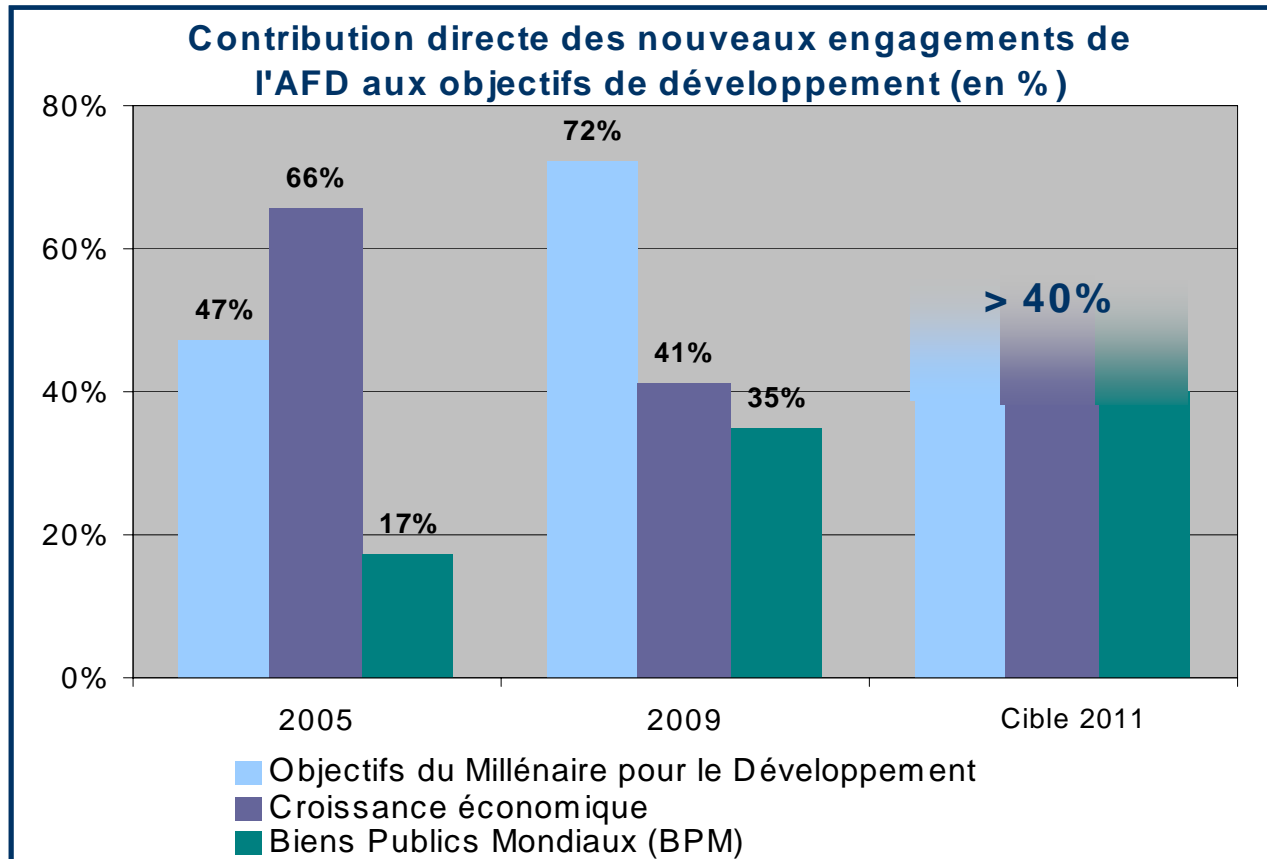
2009, une croissance sans précédent



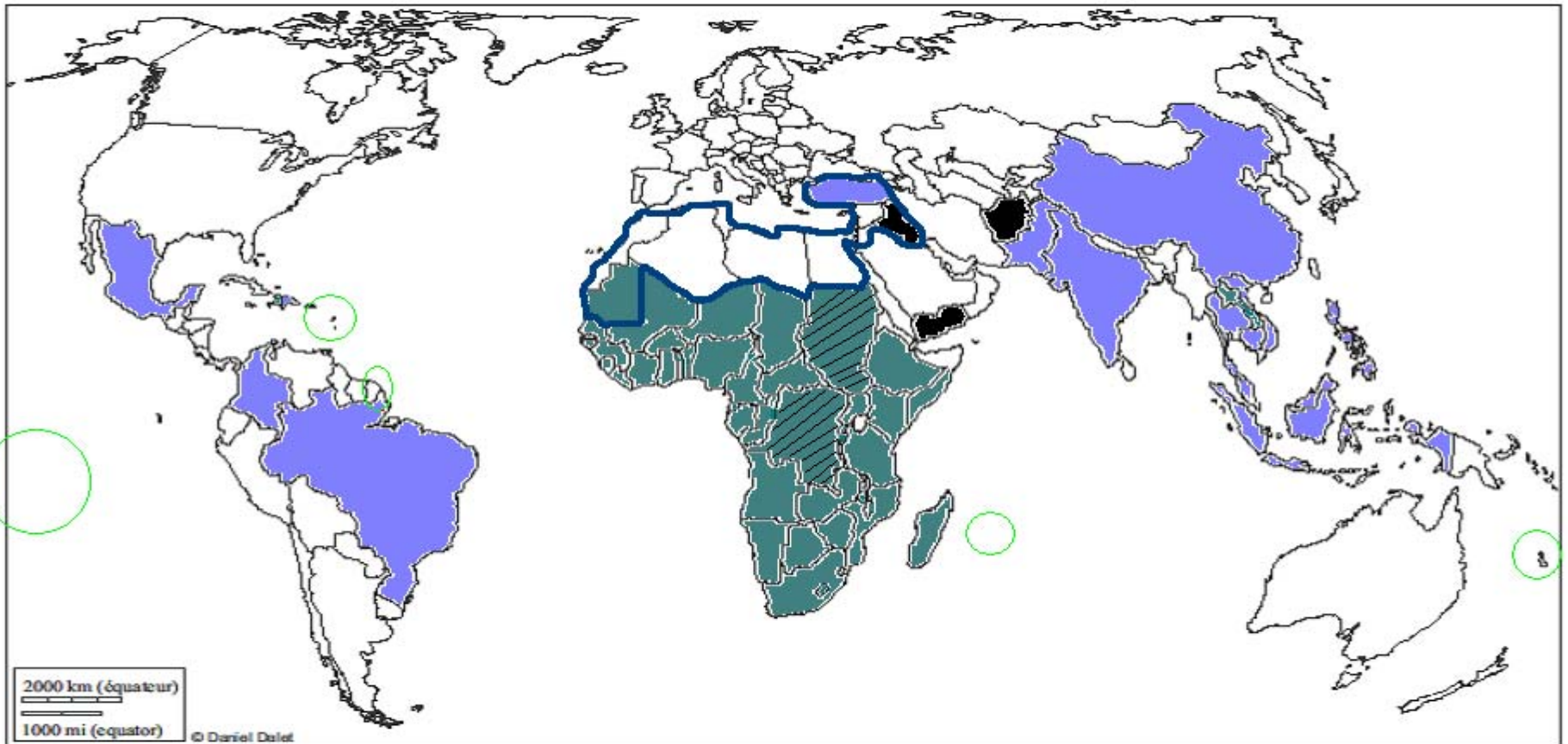
Une année riche en événements

- 12 janvier - Esther Duflo inaugure la chaire Savoirs contre pauvreté
- 16-22 mars - L'AFD et le FFEM participent au débat international sur la préservation de l'eau
- **15 et 29 avril - Deux nouveaux fonds d'investissement pour aider l'Afrique à surmonter les crises**
- 5 juin - Une réforme pour l'aide française au développement
- **16 septembre - L'AFD et le Crédit Agricole lancent un fonds commun de placement innovant**
- 6 novembre - Création d'un Comité interministériel pour l'Outre-mer
- 16 novembre-27 décembre - "Un monde solidaire" sur France 2
- **7-18 décembre - L'AFD et le FFEM au service des négociations de Copenhague**

Une approche globale du développement

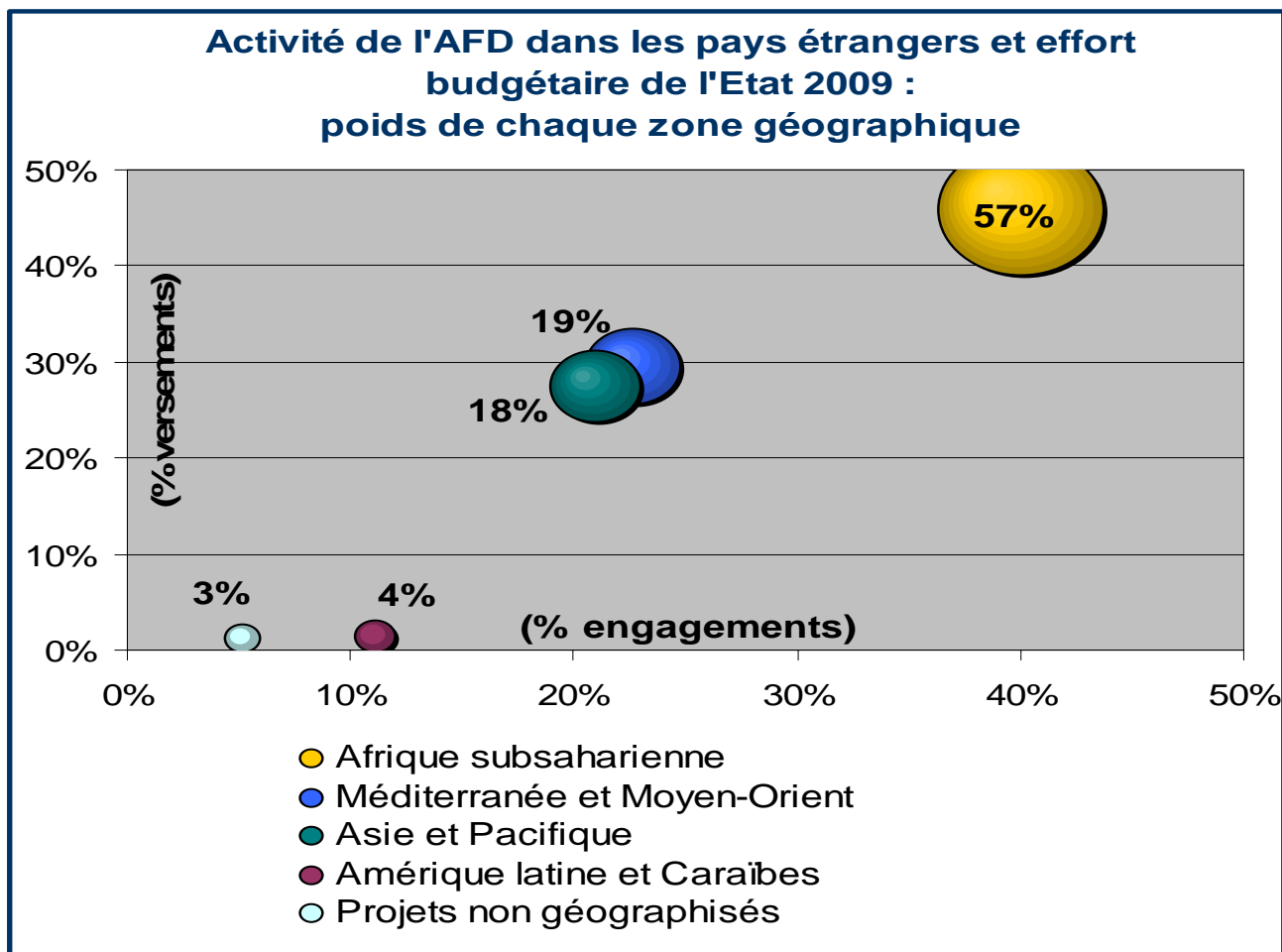


Trois mandats, cinq déclinaisons géographiques



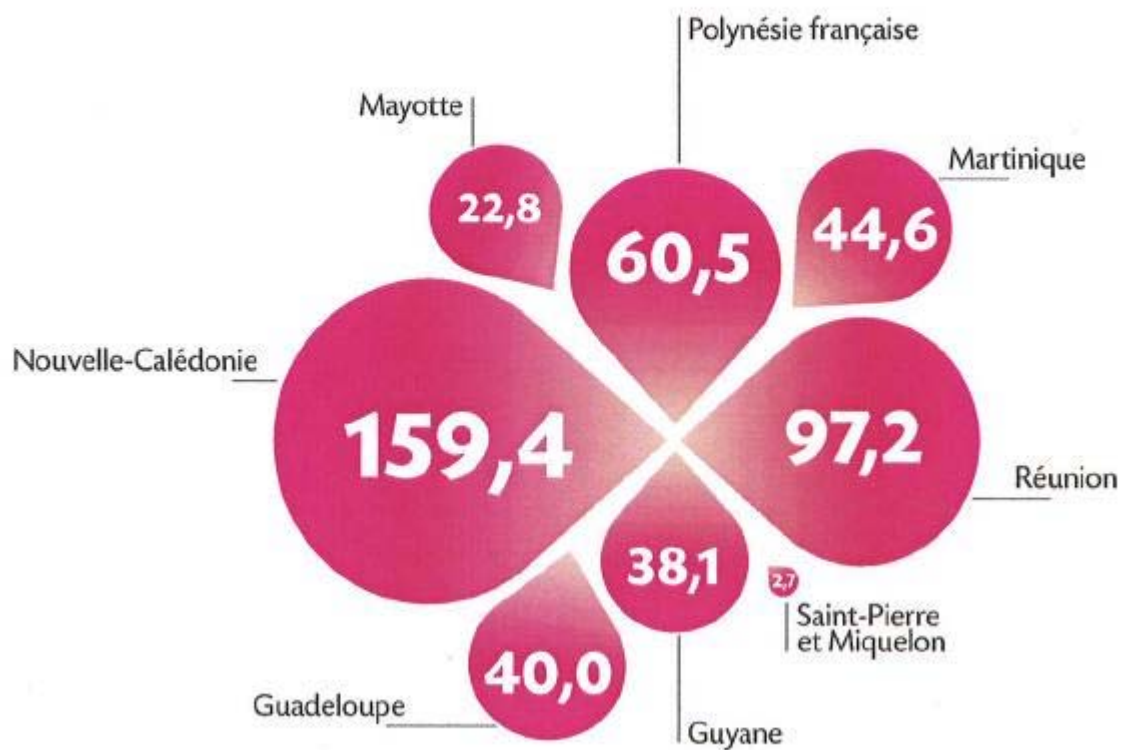
- Intégration mondiale
- Intégration euro-méditerranéenne
- Intégration solidaire
- Etats fragiles et post-conflits
- Intégration nationale

Priorité à l'Afrique



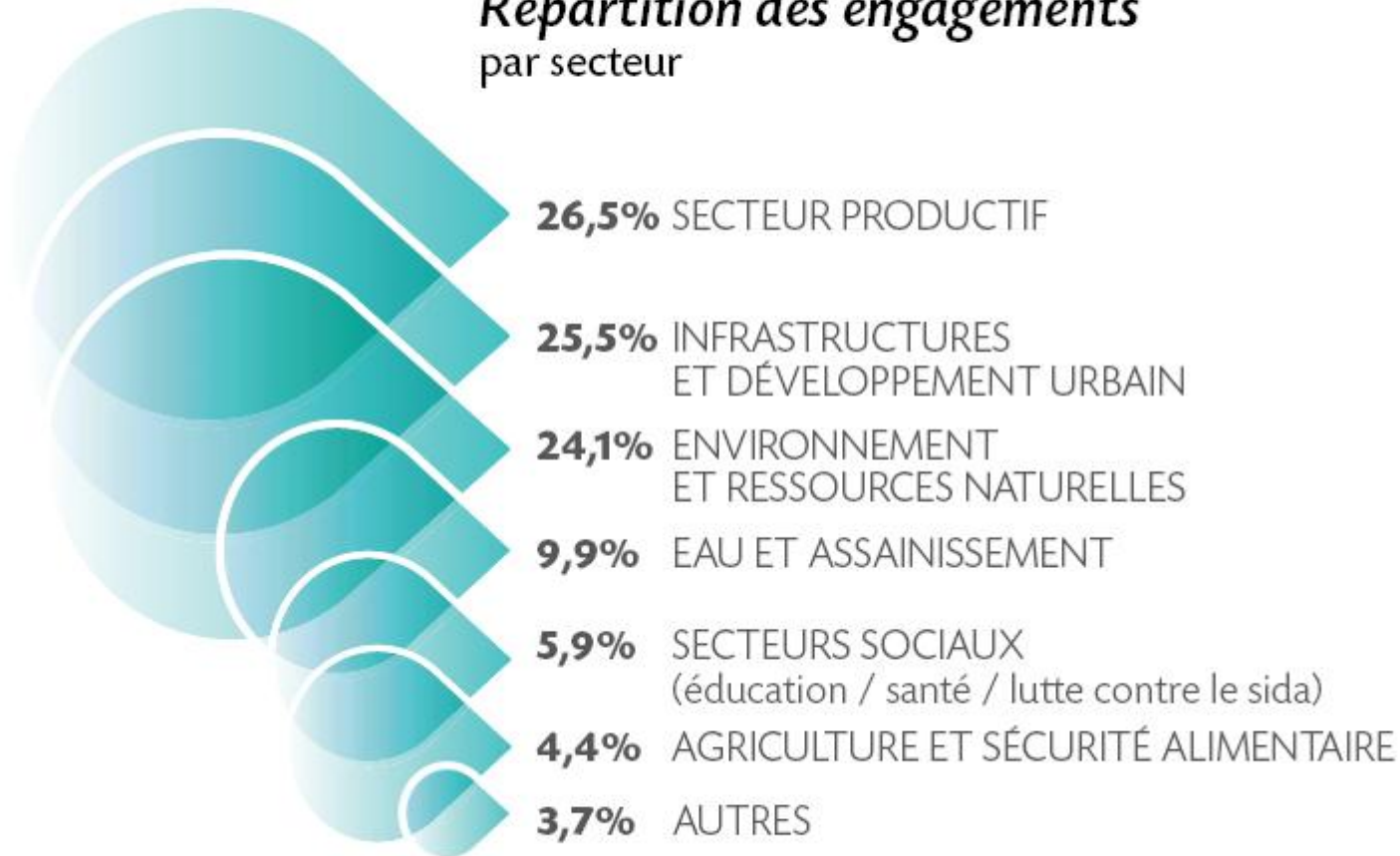
Nos engagements en Outre-mer

Répartition des engagements dans l'Outre-mer
(en M€)



Des financements au service du développement de nos partenaires

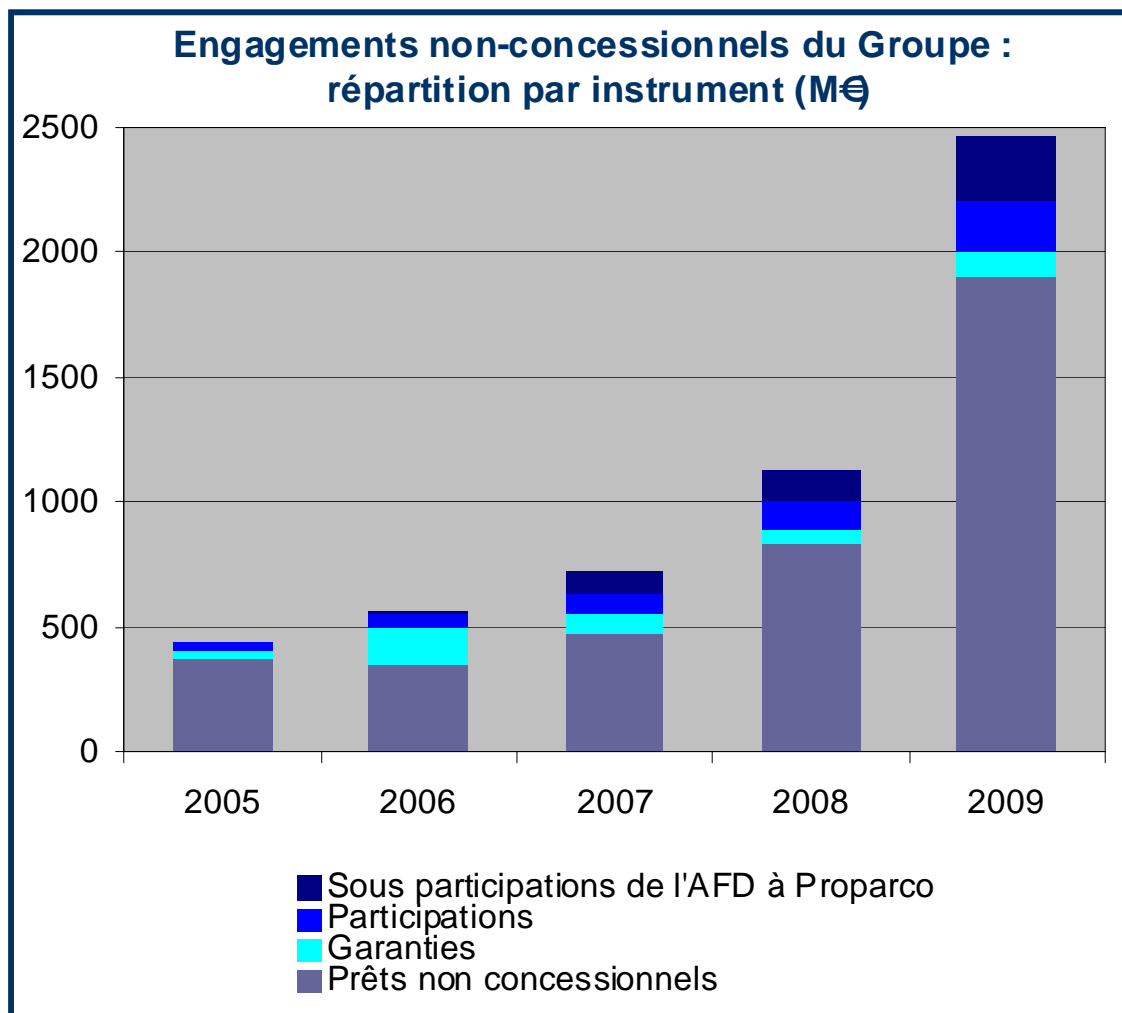
Répartition des engagements par secteur



Travailler avec tous les acteurs du développement

- **Avec les collectivités territoriales**
 - depuis 2006 : 20 accords de partenariats de coopération décentralisée avec de grandes collectivités territoriales françaises
 - En 2009, 112 M€ de financements en faveur des collectivités territoriales du Sud
- **Avec l'Europe**
 - délégations de gestion à l'AFD de la part de la Commission
 - co-financements dans le cadre du Fonds fiduciaire pour l'investissement en Afrique et de la Facilité d'investissement pour le voisinage
 - reconnaissance mutuelle des procédures avec la BEI et la KfW pour une phase pilote
- **Avec les ONG**
 - Sélection de 10 projets (agriculture de conservation, appui à la gestion locale de l'éducation, renforcement des organisations paysannes et rurales) dans le cadre de la Facilité d'innovation pour les ONG pour un montant de 4,8 M€
 - Financement public des ONG délégué à l'AFD en 2009 par le ministère des Affaires étrangères pour un montant de 40 M€
- **Avec les entreprises**
 - Financement du secteur privé
 - Commande publique
 - Partenariats stratégiques

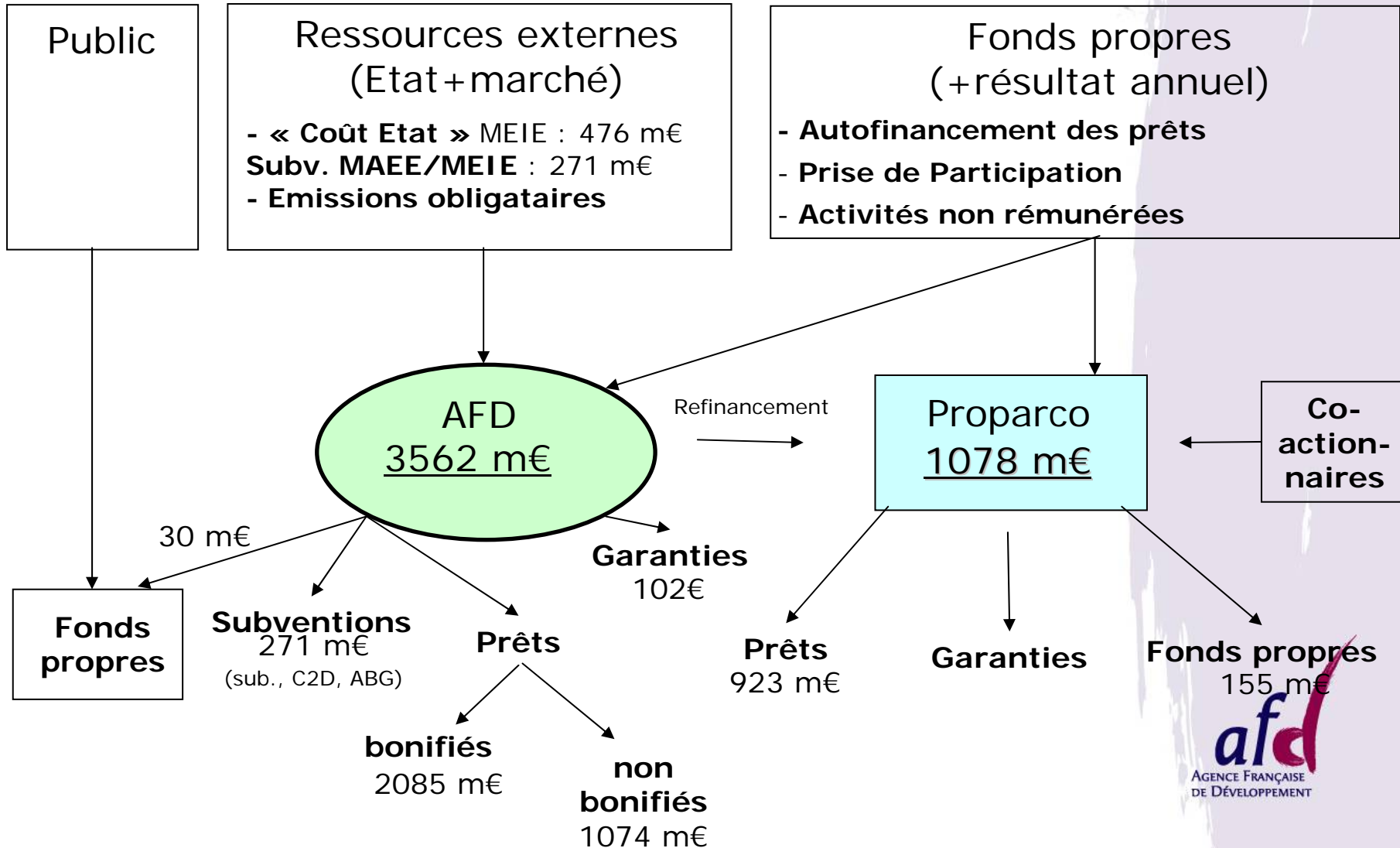
L'universalité instrumentale



Notre mode opératoire

2009

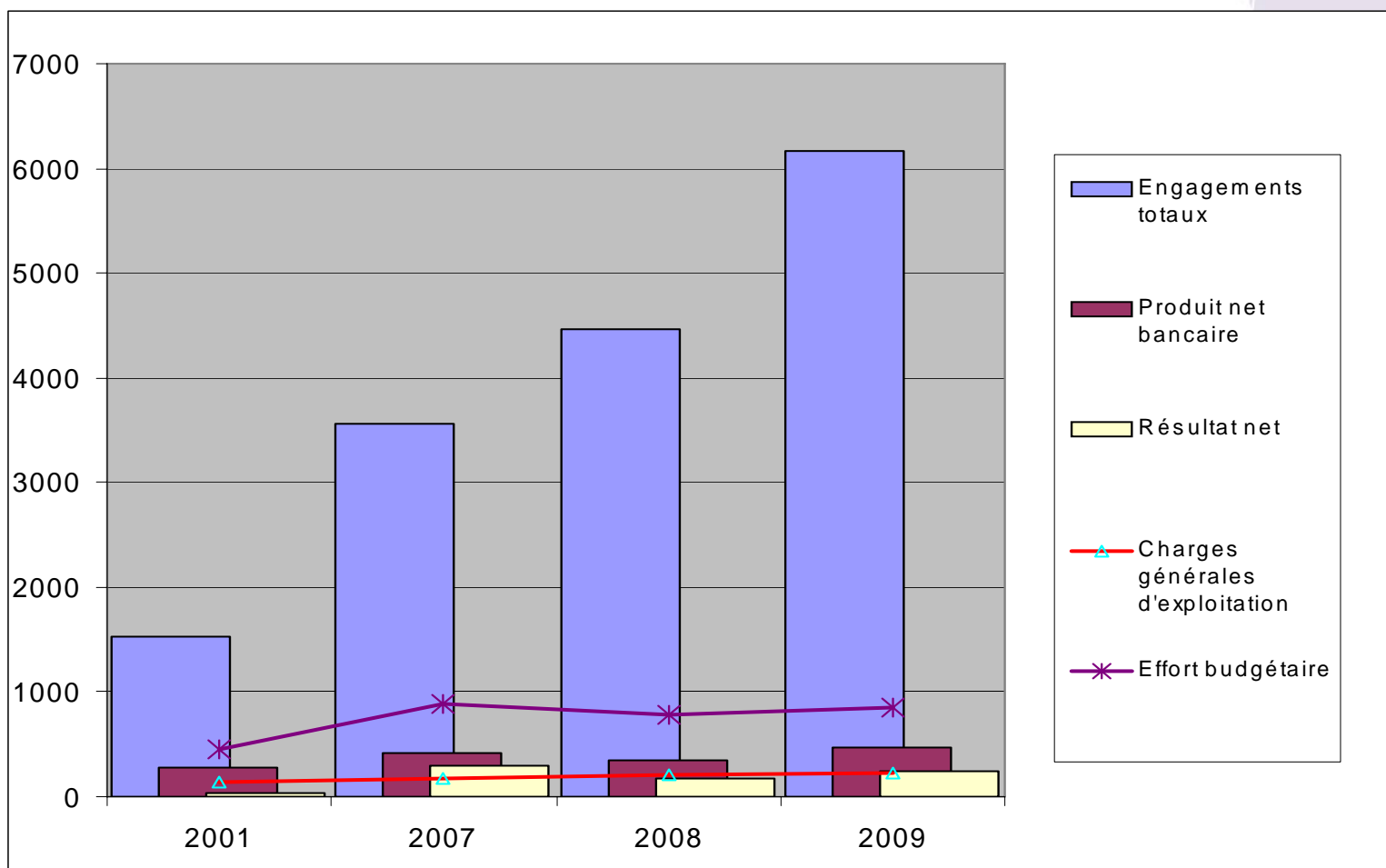
dans les états étrangers



Contribuer au débat d'idées, être plus performant, peser plus que les financements

- **Evaluer et capitaliser**
- **Contribuer à l'élaboration des politiques publiques globales, françaises, nationales**
- **Chercher et innover**
- **Préparer l'avenir**

Une agence plus productive et plus efficace



Un cadre de gouvernance rénové

- La création du Conseil d'Orientation Stratégique (COS) de l'Agence
- La tenue d'un Comité Interministériel pour la Coopération et le Développement (CICID) le 5 juin 2009
- L'insertion de l'agence dans la réforme générale des politiques publiques
- L'activité du Conseil d'administration, sous la présidence de Pierre-André Wiltzer :
 - 80 dossiers traités sur des thématiques générales touchant la stratégie
 - 120 dossiers de financement

Les impacts des financements 2009 dans les pays d'intervention

Soutien à la croissance économique

Action

Impact

**Construction ou
réhabilitation de routes,
voiries et voies de chemins
de fer**

55,3 millions de personnes

**Raccordement à des
réseaux de
télécommunication**

6,6 millions de personnes

**Emplois soutenus dans le
secteur productif**

900.000 personnes

Les impacts des financements 2009 dans les pays d'intervention

Lutte contre la pauvreté et les inégalités

Action

Impact

Approvisionnement amélioré en eau potable

7,3 millions de personnes

Amélioration des conditions de logement dans les quartiers défavorisés

2,1 millions de personnes

La scolarisation dans le primaire

1,8 million d'enfants

Amélioration des structures et services de santé

7,9 millions de patients

Les impacts des financements 2009 dans les pays d'intervention

Protection des biens publics mondiaux

Action

Impact

Efficacité énergétique

**5 millions de tonnes de CO2
économisées par an**

**Compensation des émissions de
teqCO2 générée par l'activité
interne**

**L'AFD s'est engagée dans un
processus de neutralité carbone
et compense les 20.000 tonnes
équivalent carbone émises par an
entre 2007 et 2009 en finançant un
projet de lutte contre la
déforestation au Cambodge**

Les impacts des financements 2009 dans les collectivités d'Outre-mer

Action	Impact
Amélioration du réseau d'assainissement	82 000 personnes
Apport de facilités d'investissement	20 000 entreprises pour 14 000 emplois
Soutien financier à 17 structures de santé	68 000 patients
Construction et réhabilitation d'infrastructures scolaires	22 500 élèves

Quelques exemples de projets du Groupe

Construire des transports publics propres au Caire

- Le Caire : plus grande ville d'Afrique, confrontée à un problème d'organisation des déplacements urbains, de congestion du réseau routier, de saturation des espaces de stationnement et de pollution.
- Prêt de 44 M€ dans la construction de la ligne 3 du métro du Caire.
- L'AFD met à profit son expérience dans le secteur des transports collectifs urbains de masse : chemins de fer de la banlieue d'Alger, métro léger et réseau ferré rapide de Tunis, tramway de Rabat, métro léger d'Hanoï et de Brasilia...
- Objectif : améliorer le cadre de vie des Egyptiens, favoriser la fluidité des activités de la capitale et réduire l'émission de 102 000 tonnes de CO₂/an.

Améliorer l'efficacité énergétique au Pakistan

- Sixième pays de la planète par sa population avec 170 millions d'habitants, le Pakistan connaît une crise énergétique aiguë. La production ne parvient plus à servir l'augmentation de la demande.
- Avec l'aide d'environ 90 M€ de l'AFD et 500 M€ de la Banque asiatique de développement, le gouvernement pakistanais s'est engagé dans un vaste programme d'efficacité énergétique.
- Une première tranche concernera la distribution gratuite de 30 millions de lampes fluorescentes compactes dans le plus grand nombre de foyers. Il permettra à terme de réduire d'un million de tonnes les émissions de gaz à effet de serre.

Favoriser le financement des PME avec FISEA en Afrique de l'Est

- En Afrique subsaharienne, les PME représentent plus de 90 % des entreprises. Source d'emplois et élément capital dans la stimulation du développement économique. Le faible niveau d'intermédiation bancaire dans la zone rend le recours aux fonds propres et l'accès au crédit limités.
- Le Fonds d'investissement et de soutien des entreprises en Afrique (FISEA) de l'AFD participe à hauteur de 10 M\$ à la création du fonds d'investissement Fanisi, qui a identifié de nombreuses opportunités en Afrique de l'Est dans des secteurs variés : agro-alimentaire, édition, tourisme, nouvelles technologies...
- Fanisi investira dans une douzaine de PME au Kenya au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie. Ces sociétés qui ont un potentiel de développement important, bénéficieront d'un apport de financement en capital et d'un soutien institutionnel.

Renforcer l'attractivité du port du Cap en Afrique du Sud

- Port de la ville du Cap : point d'entrée majeur pour le commerce entre l'Afrique du Sud et ses partenaires régionaux. Transnet, société détenue à 100 % par l'Etat sud-africain, est en charge de l'exploitation des ports
- Prêt à Transnet de 200 M€ sur 15 ans dont 3 ans de différé
- Le projet va permettre de tripler la taille des navires porte-conteneurs que le port peut accueillir, d'accroître la capacité de stockage et de manutention des conteneurs, et d'augmenter de plus de 30 % le volume de marchandises "conteneurisées"

Financer l'approvisionnement en eau potable en Jordanie

- La Jordanie figure parmi les dix pays de la planète les plus touchés par la pénurie d'eau. Premières victimes : les villes. A Amman : accès à l'eau potable environ deux fois par semaine. Solution à moyen terme : la ressource aquifère de la ville de Disi, au sud du pays.
- Deux prêts de 100 M\$ de l'AFD et Proparco pour construire et exploiter un système d'adduction d'eau potable (puits, conduite de 320 km), qui permettra de transférer l'eau de Disi à Amman et d'extraire 100 millions de m³/an de la nappe fossile pendant 50 ans.
- 2,5 millions d'habitants de la ville d'Amman auront ainsi accès à l'eau. Certaines ressources, aujourd'hui surexploitées, pourront être préservées. L'AFD et Proparco pallient le déficit de financements des banques commerciales, en cette période de crise, afin que ce projet d'approvisionnement en eau puisse voir le jour.

Promouvoir une agriculture moderne au Maroc

- Plan “Maroc Vert“, lancé par le gouvernement marocain : objectifs économiques (développer une agriculture intensive et moderne), sociaux (améliorer les revenus des petits agriculteurs) et écologiques (s’adapter au changement climatique)
- Prêt de 40,5 M€ pour améliorer la gestion de l’eau agricole dans la zone du Moyen-Sebou, au nord du pays, grâce à l’aménagement de 4 600 ha irrigués, bénéficiant à plus de 2 000 exploitants agricoles.
- Économie en eau de 45 % / Protection des sols par la technique du semis sur couverture végétale / Réalisation d’infrastructures s’accompagnant du renforcement des associations d’usagers de l’eau agricole auxquelles la gestion du réseau d’irrigation sera transférée.

Soutenir le Plan climat du Mexique

- L'Etat mexicain met sur pied un Programme spécial pour le changement climatique afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici 2050 par rapport à 2000.
- Prêt de 185 M€ de l'AFD pour participer au financement de ce Programme
- Programme considéré comme le plus ambitieux à l'échelle mondiale et salué comme tel lors du Sommet de Copenhague

Renforcer la formation professionnelle au Mali

- L'Etat a choisi de développer l'offre éducative post primaire en s'appuyant sur les établissements privés. Or ils ne répondent pas aux besoins en équipements, notamment pour les formations techniques exigeantes.
- Prêt de 2 Md FCFA à la Banque nationale de développement agricole pour qu'elle mette des ressources à disposition d'établissements privés d'enseignement technique et de formation professionnelle.
Objectif: renouveler les équipements et réhabiliter les infrastructures liées au développement de filières professionnelles.
- Le projet renforcera les capacités des autorités publiques à réguler l'offre privée d'enseignement et de formation. Il permettra une répartition sociale plus équitable de l'offre de formation et le rattrapage technologique, notamment dans les filières industrielles et agro-sylvo-pastorales.

Rassembler la population de Kisumu au Kenya autour d'un projet de territoire commun

- Troisième ville du Kenya, située sur le lac Victoria, Kisumu est dotée d'un potentiel économique et environnemental important mais sous-exploité. Endettée, elle est géographiquement et socialement fragmentée.
- Prêt de 40 M€ à l'Etat kenyan rétrocedé en don à la municipalité pour financer le projet urbain de Kisumu qui modernisera la gestion municipale, accroîtra ses ressources fiscales, améliorera la planification urbaine, financera les infrastructures de base, fortifiera certains services publics (collecte et gestion des déchets) et restructurera les quartiers informels.
- Démarche innovante qui conjugue pragmatisme et vision intégrée du développement urbain au service de la ville durable.

Augmenter la capacité d'accueil des établissements scolaires en Guyane

- La Guyane connaît une croissance démographique exceptionnelle qui engendre des besoins importants en matière d'infrastructures éducatives. Le Conseil régional de Guyane a fait de l'éducation un de ses axes prioritaires. Il s'est engagé à adapter, en nombre et en qualité, les équipements d'enseignement (construction de cinq nouveaux lycées depuis 2004).
- Le Conseil régional et l'AFD ont signé une convention de prêt de 34 M€ dédiée au financement des lycées de Rémire-Montjoly, Mana et Saint-Laurent du Maroni, réalisés dans le cadre d'un montage en partenariat public-privé.
- La capacité d'accueil de ces trois nouveaux lycées, construits selon les normes HQE (haute qualité environnementale), s'élève à 2 700 élèves.

Financer les initiatives économiques dans les quartiers en Guadeloupe

- Partenariat AFD/FinanCités, société de capital-risque solidaire. FinanCités prend des participations pour des montants compris entre 5 000 et 100 000 € au capital de petites entreprises des “quartiers”.
- Pour accompagner le développement de FinanCités en Guadeloupe, l’AFD a décidé de cofinancer les aides accordées aux très petites entreprises.
- Le tissu entrepreneurial de Guadeloupe, qui compte plus de 97 % d’entreprises de moins de 10 salariés, bénéficiera des apports de FinanCités.

Transformer les déchets en énergie renouvelable en Martinique

- Communauté d'agglomération du centre de la Martinique : 5 communes, dont celle de Fort-de-France, et 176 000 habitants. Depuis 2002, elle souhaite rénover son centre de traitement des déchets et y adjoindre un dispositif innovant de production d'énergie durable.
- Prêt de 16 M€ pour financer le volet énergétique de ce programme.
- Ouverture à l'horizon 2015 du nouveau parc technologique et environnemental intégrant le développement d'énergies renouvelables, grâce à la mise en place d'une unité de valorisation du biogaz et la réalisation d'une centrale photovoltaïque. Création ou requalification d'une trentaine d'emplois. Contribution à l'augmentation de la capacité génératrice et à la diversification du bouquet énergétique par des énergies renouvelables, tout en améliorant l'autonomie énergétique de l'île. La réduction d'émissions de gaz à effet de serre liée au volet énergie du projet est estimée à 5 000 tonnes équivalent CO₂ par an.

**Merci de votre
attention**